

QUESTIONS SUR LES INTERFACES URBAINES SUITE A LA CRISE DU CORONAVIRUS

Société Française des Urbanistes

le 26 juin 2020

La grande histoire urbaine a été fréquemment infléchi par les épidémies

Les grosses crises sanitaires ont questionné les villes

Et en particulier le mouvement des hygiénistes fin 19^e dont est issu la SFU, créée en 1911.

=> La crise du coronavirus a mis en évidence pour tous une situation déjà connue.

Mais pour autant, la crise sanitaire actuelle et ses conséquences s'inscrivent dans un contexte nouveau : elle est mondiale. Elle touche des villes et des cultures de toutes tailles. Elle résume les nouvelles capacités humaines, industrielles, numériques. Elle souligne les nuisances, pollutions, environnements contemporains.

L'enjeu pour les années à venir est de développer un urbanisme supportable pour les 5 milliards d'êtres humains appelés à vivre dans les villes dans les années qui viennent.

Les réflexions et interrogations de la SFU capitalisent l'histoire des villes, débattent des villes d'aujourd'hui et proposent les améliorations de demain qui devront répondre à cette demande croissante.

1- Questions sur les interfaces entre espace public et espace privé:

Comment développer des espaces intermédiaires, dans le voisinage, où des ressources de solidarité et de co-gestion sont possibles ?

La distinction entre espaces publics et privés est-elle toujours de mise ? durant les périodes de confinement, ce sont les espaces privés collaboratifs qui autorisent une gestion souple des usages. Durant les périodes de déconfinement, c'est l'appropriation temporaire des espaces publics pour des activités « privées » qui est la clé de la reprise de certains secteurs : terrasses pour les restaurants, gestion des files d'attente, etc.

Comment les espaces publics peuvent être ouverts à plus d'usages, plus d'appropriations, en lien avec les habitants et activités qu'ils servent ?

Comment développer et répartir des micro-aménagements dans la ville afin de démultiplier des espaces de vie partagée ?

L'adaptabilité, l'appropriation, les espaces intermédiaires sont des constantes de l'urbanisme contextuel et culturel promu par la SFU au fil de son histoire.

2- Questions sur les interfaces entre l'habitat et le travail

Le contexte actuel est que pour la plupart des personnes, on peut désormais habiter où l'on veut. C'est au travail à s'adapter, et il l'a fait autant que possible sous la contrainte. La crise du Coronavirus marque, pour tout un pan de l'économie « de services » qui caractérise les métropoles, la fin du tandem travail / habitat.

Ce constat est-il pérenne ?

Y a-t-il une opportunité pour aller vers un nouvel équilibre urbain sur le territoire et un renouveau des villes petites et moyennes ? La désillusion serait un faux constat et l'avènement des « territoires dortoirs » qui ne servent que de « respirations tampons » aux grandes concentrations économiques.

Y a-t-il une opportunité pour que l'habitat s'invite dans les surfaces aujourd'hui spécialisées dans l'activité et réponde aux besoins de logements accessibles (social) pour les ménages ?

Dans quelles proportions les surfaces de bureaux devraient diminuer et laisser la place à un nouvel habitat permettant le travail à proximité ?

Le confinement a fait surgir de manière forte la question du travail à domicile que ce soit le télétravail ou d'autres formes de travail. Les témoignages montrent qu'il n'était pas toujours facile de concilier vie de famille et travail à domicile. Ce qui repose avec pertinence la question de l'organisation de l'habitat. Entre l'espace de vie (séjour cuisine...) et l'espace de nuit ne faut-il pas organiser l'habitat avec un **tiers secteur** dédié à ce type d'activité : bureau, pièce dédiée au travail, à l'informatique, à la visio ou encore espaces pour le sport en appartement, les activités manuelles... Et avec toutes les conséquences que cela suppose en termes de surface, d'isolation phonique, de morphologie du logement ?

3- Questions sur les interfaces entre déplacements et logistique

Quelle évolution des performances de la logistique et de l'approvisionnement des biens essentiels ?

Quelle évolution de performance pour les transports en commun par rapport à la crainte de contagion ?

Premier constat : la logistique urbaine est un miracle quotidien. Usant de toutes les ressources humaines et technologiques, elle fonctionne en plein cœur de la crise.

Second constat : un levier important sur les déplacements, c'est l'immobilisme !

Troisième constat : la proximité est de retour à tous les niveaux : pour son boulanger comme pour ses vacances : plus la ville offrira une offre globale de services et de loisirs, plus elle sera résiliente.

4- Questions sur les interfaces entre la maîtrise du foncier et le droit à la ville

Comment faire évoluer l'usage du foncier en mettant l'accent sur la programmation par des négociations et des débats contradictoires entre acteurs ? Comment promouvoir un urbanisme de négociation entre acteurs, publics et privés, pour favoriser la mixité et la qualité urbaine ?

Faut-il renforcer les moyens qui permettent aux collectivités de maîtriser l'usage des sols, limiter la spéculation foncière et favoriser le renouvellement urbain ?

Faut-il renforcer les moyens pour accompagner la mutation des villes, les imaginer et les transformer pour qu'elles soient plus justes, plus vertes, plus inclusives et plus belles ?

5- Questions sur les interfaces entre les échelles d'intervention politique :

Quelle place donner à l'initiative locale et à la démocratie participative ?

Quel est le niveau de gouvernance souhaitable ?

Comment articuler les gouvernances entre le quartier et la proximité et la stratégie du bassin de vie, agglomération et région ?

La démocratie participative peut-elle se développer fortement avec la possibilité de financer les projets et initiatives locales qui associent habitants et entreprises ?

Comment répondre à la demande conjointe des communes, des départements et des régions pour une nouvelle forme de décentralisation, notamment sur le registre de l'urbanisme et de l'aménagement ? Comment cette décentralisation doit rejoindre les questions qui ont émergé pendant la pandémie, notamment en ce qui concerne l'organisation des espaces et la participation du public ?